

LE PRADET (Var)



23 ARR PM PERM 010

ARRÊTÉ PERMANENT

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT AVENUE ALAIN LE LEAP

Nous, **Hervé STASSINOS**, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-26, R 412-28 et R 413-14 et suivants, R 417 -3, R 417-10 et suivants, R 417-11, R 415-6 et suivants

VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

VU la convention de fourrière liant la ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017

VU la demande effectuée par les services techniques de la ville

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

ARRETONS

Article 1 : Tous les précédents arrêtés règlementant la circulation et le stationnement sur l'avenue Alain Le Leap sont abrogés et remplacés par ce dernier.

Article 2 : La vitesse de tout véhicule circulant sur l'avenue Alain Le Leap est limitée à 30 kilomètres par heure (30Km/h), de l'avenue Ganzin jusqu'à l'entrée du « Parc Nature », au 575 de la voie.

Article 3 : Des passages pour piétons sont matérialisés :

- Au droit du 941, près du rond-point de la « Bâtie »
- Au droit du 832 de la voie (L'Aubine),
- A l'entrée du « Parc nature » sur un plateau traversant (575)
- A l'entrée du « Château de La Voulte » sur un plateau traversant (451)
- A hauteur des « PAV » sur un plateau traversant (223)
- Au droit du « 133 » sur un plateau traversant
- A l'entrée de la résidence « Les romarins » au carrefour Berlioz
- A l'entrée de l'avenue après le rond-point à sens giratoire Péri/Ganzin

Article 4 : Un carrefour formé avec la rue Marcel Vandelli et le lotissement « Les Bastidons » est classé « carrefour à sens giratoire ». En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route. Conformément à l'article R 415-10 du Code de la route, tout conducteur abordant ce carrefour est tenu de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire.

Article 5 : Un espace « Point d'apport volontaire » est installé le long de la voie, entre-le « 318 » et la rue Vandelli. Le stationnement sera interdit pour les véhicules, autres que ceux chargés d'effectuer des dépôts de déchets.

Article 6 : Les règles de circulation définies à l'article R110-2 et R 411-25 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

Article 9 : Les Services Techniques ou la Police Municipale seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale

Article 11 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
<ul style="list-style-type: none">- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>